



Communiqué intersyndical – grève du 1^{er} février

Nos organisations réaffirment avec force leur attachement au projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés. Nous dénonçons les propos dénigrants, à l'instar des paroles de la ministre de l'Éducation nationale, contre celles et ceux qui font vivre l'École publique. Nous dénonçons également les politiques qui organisent une forme de séparatisme social et contribuent à miner la cohésion sociale et notre démocratie.

Aujourd'hui, le service public d'Éducation traverse une crise sans précédent : crise de recrutement, démissions, personnels qui témoignent d'une perte de sens de leur métier... A l'instar de l'hôpital public, l'École publique n'est pas loin de l'effondrement et ne tient finalement que par la conscience professionnelle de personnels épuisés pendant que le président de la République regarde ailleurs ou que la ministre de l'Éducation nationale multiplie les provocations. Cette déconnexion avec la réalité et l'ampleur des difficultés rencontrées au quotidien suscitent une grande colère chez les personnels. Quant aux conditions d'études des élèves, elles ne se sont pas améliorées et les inégalités scolaires ont continué de se creuser sans que les personnels ne puissent vraiment agir.

La mise en place des mesures contenues dans le Choc des savoirs n'est pas de nature à résorber ces inégalités. En effet, ce choc des savoirs est un ensemble d'annonces qui a une grande cohérence idéologique pour le gouvernement. Inspiré d'un modèle d'École passiste et conservateur, il pose les bases d'une École du tri social à l'image des groupes de niveaux qui vont contribuer à assigner les élèves dans les positions sociales et scolaires. C'est aussi une redoutable remise en cause de la liberté professionnelle des enseignants (par la labellisation des manuels par exemple) et l'accentuation du pilotage par les évaluations nationales standardisées à tous les niveaux. Cela suffit !

Nos organisations FSU, UNSA Education, SGEN-CFDT, CGT Educ'action et Sud Education appellent les personnels à la grève le jeudi 1^{er} février. Nos collègues doivent être revalorisés reconnus, respectés et protégés. Ils doivent avoir les moyens pour exercer leurs missions dans cette École publique qui ne trie pas les élèves, les accueille toutes et tous, contribue à leur émancipation par les savoirs et à les faire grandir comme citoyennes et citoyens.

Nous exigeons en particulier des mesures d'urgence : revalorisation sans contreparties des personnels articulée autour de mesures immédiates et d'une loi de programmation pluriannuelle, abandon du Pacte, création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH et amélioration des conditions de travail, notamment par la baisse des effectifs dans les classes et un plan pluriannuel de recrutement. Concernant la voie pro, nous demandons au ministère de l'Éducation nationale de reconsidérer la réforme, notamment sur la terminale, afin de construire des enseignements ambitieux pour les élèves.

**Toutes et tous en grève et dans les manifestations
le jeudi 1^{er} février !**